

National Inquiry into
Missing and Murdered
Indigenous Women and Girls



Enquête nationale
sur les femmes et les filles
autochtones disparues et assassinées

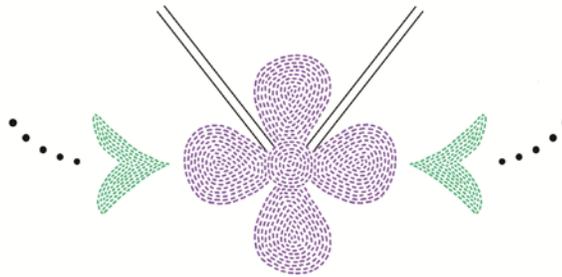
**Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones
disparues et assassinées**

Processus de consignation de la vérité

Première partie : Consignation des déclarations

Première Nation de Membertou

Unama'ki (île du Cap-Breton), Nouvelle-Écosse



PUBLIC

Mercredi 1^{er} novembre 2017

**Déclaration – Volume 76
Rebecca Moore et Taylor Paul**

**Déclaration recueillie par
Commissaires Michèle Audette et Shelby Thomas**

Coast Reporting Services Inc.

II
TABLE DES MATIÈRES

Déclaration Volume 76

Témoins : Rebecca Moore et Taylor Paul

Le 1^{er} novembre 2017

PAGE

Témoignage de Moore et Paul 1

Attestation de la sténographe. 30

Responsable de la consignation des déclarations : Commissaires

Michèle Audette, Shelby Thomas

Documents soumis avec le témoignage : aucun.

III

AVERTISSEMENT

L'emploi de parenthèses () dans la présente transcription indique que des modifications ont été apportées à la transcription certifiée afin de remplacer les informations jugées inaudibles ou indéchiffrables par le transcripateur d'origine. Maryiam Khoury, greffière d'enquête publique pour l'Enquête nationale, a apporté toutes les modifications le 13 août 2018 à Ottawa, en Ontario. M^{me} Khoury a complété les modifications en écoutant l'enregistrement audio source de l'instance.

Déclaration - Publique
Rebecca Moore & Taylor Paul

1

1 1^{er} novembre 2017, 17 h 27.

2 **M^{ME} SHELBY THOMAS** : OK. Tout fonctionne. Si tout le monde veut juste
3 dire son nom pour que tout le monde sache qui est dans la pièce,
4 nous pourrions alors partir de là. Et je commencerai par dire que
5 nous sommes le 1^{er} novembre. Et quelle heure est-il?

6 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : 17 h 27.

7 **M^{ME} SHELBY THOMAS** : 17 h 27. Je m'appelle Shelby Thomas, pour
8 l'Enquête nationale.

9 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Je m'appelle Rebecca Moore.

10 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Michèle Audette. (Commissaire).

11 **M^{ME} AUDREY SIEGL** : Audrey Siegl.

12 **M^{ME} TAYLOR PAUL** : Taylor Paul. Taylor Paul.

13 **M^{ME} AMELIA REIMER** : Amelia Reimer.

14 **M^{ME} BERNIE WILLIAMS** : Et Bernie Williams.

15 **M^{ME} SHELBY THOMAS** : OK. Vous pouvez commencer.

16 **M^{ME} REBECCA MOORE** : OK.

17 **M^{ME} SHELBY THOMAS** : Merci.

18 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Donc la raison ou ma motivation pour cette réunion
19 et -- c'est pour inclure la perspective des traités dans cette
20 Enquête sur les femmes autochtones assassinées et disparues, et
21 pour parler de l'oppression systématique actuelle qui se poursuit
22 et qui place nos femmes en dessous du reste de la société
23 canadienne et non où elles devraient être. Donc, ce pays -- ou,
24 comme, ici au Mi'kma'ki, en tout cas, nous avons ce qu'on appelle
25 le traité de paix et d'amitié et ce traité n'est pas respecté, il
26 n'est pas respecté et nos droits issus de traités ne sont pas
27 respectés et, en fait, lorsque nous faisons valoir nos droits
28 issus de traités, le gouvernement canadien, la police et ainsi de
29 suite, ils s'interposent, nous font parfois arrêter, nous ont --
30 nous donne des amendes et d'autres choses de ce genre lorsque nous
31 faisons valoir nos droits issus de traités sur nos propres terres,
32 et lorsque le gouvernement canadien nous empêche de faire valoir
33 nos droits issus de traités, il enfreint le droit international.

1 Je crois donc fermement que si les traités étaient respectés comme
2 ils devaient l'être, nos femmes autochtones seraient où elles
3 devraient être et non où elles sont actuellement.

4 Et ainsi, le droit des traités, le droit international des
5 traités l'emporte sur le droit canadien donc -- et c'est pourquoi,
6 lorsque le gouvernement canadien refuse nos droits issus de
7 traités, il enfreint le droit des traités internationaux. Il y a
8 des pays entiers dans ce monde qui sont -- leur fondement, ils
9 sont fondés sur -- des traités de paix et d'amitié comme ceux que
10 nous avons ici, au Mi'kma'ki. Il y a, oui, des pays d'Afrique qui
11 -- qui en sont venus à être basés sur des traités de paix et
12 d'amitié. C'est, comme, leur constitution.

13 Donc, à l'échelle internationale, surtout ici au Mi'kma'ki,
14 où nous avons ce traité de paix et d'amitié, ils sont très forts
15 et nous avons donc certaines choses dans le traité de paix et
16 d'amitié. Comme, nous avons le droit de vendre nos marchandises,
17 nous avons le meilleur avantage sur le plan commercial, pour ne
18 nommer que quelques points et une question que je me pose vraiment
19 est de savoir si notre -- OK. Nous sommes donc une nation à
20 l'échelle internationale. Nous ne sommes pas une nation autochtone
21 du Canada, nous sommes une nation à l'échelle internationale et
22 nous avons des droits issus de traités internationaux. Par
23 conséquent, lorsque nous avons le meilleur avantage sur le plan
24 commercial en vertu des droits issus de traités internationaux,
25 pourquoi sommes-nous les plus pauvres du pays sur cette terre? Si
26 nous ne sommes pas activement opprimés par le gouvernement
27 canadien. Alors, laissez-moi réfléchir un instant.

28 Il me semble donc que nous n'avons pas le meilleur avantage
29 dans le commerce à l'heure actuelle, que c'est en fait le
30 gouvernement des colons que vous n'avez pas bureaucratisés (sic),
31 vous pouvez regarder par la fenêtre et voir qui a le meilleur
32 avantage dans le commerce. Et la façon dont les choses sont
33 implantées à l'heure actuelle, lorsque le gouvernement canadien a

1 fait de nous des pupilles fédérales sous sa compétence, il y a
2 longtemps qu'il a pris l'initiative de nous faire ça. C'était
3 illégal en vertu du droit des traités internationaux, nous ne
4 devrions pas être des pupilles du gouvernement fédéral. Nous
5 devrions être en mesure d'être indépendants d'eux, de gagner notre
6 vie sur nos propres terres avec nos propres ressources, de ne pas
7 avoir de restrictions et d'être opprimés par le gouvernement du
8 Canada lorsque nous allons nous affirmer sur nos propres terres
9 pour prendre soin de nous-mêmes et de nos familles, car nous avons
10 le droit de gagner notre vie, mais chaque fois que nous le
11 faisons, des gens comme le MPO s'interposent, la police nous en
12 empêche, ils nous donnent une amende. Quand on va même, comme, à
13 la chasse et des trucs comme ça. Et ça ne devrait pas être comme
14 ça. C'est illégal en vertu du droit des traités internationaux.
15 Donc, parce que le gouvernement canadien n'honore pas nos traités
16 et parce que le gouvernement canadien -- le gouvernement nous a
17 fait -- a pris l'initiative de faire de nous des pupilles
18 fédérales et parce que le gouvernement canadien ne nous permet pas
19 d'être indépendants avec -- il ne nous permet pas de prendre soin
20 de nous-mêmes sous -- oui.

21 Donc, oui, le gouvernement canadien ne nous permet même pas
22 de -- de prendre soin de nous-mêmes, ce dont nous sommes
23 pleinement capables. Je blâme donc le gouvernement canadien pour
24 notre acte d'oppression et pour la situation des femmes
25 autochtones au Canada.

26 Et il y a d'autres choses en vertu du traité. Comme,
27 Elizabeth Marshall voulait que je mentionne l'enfance -- le
28 système actuel de protection de l'enfance et nous devons redonner
29 notre pouvoir aux grands-mères lorsqu'il s'agit de protection de
30 l'enfance, lorsqu'il s'agit de décisions en -- qui concernent les
31 enfants autochtones et -- parce que c'est leur rôle traditionnel
32 et c'est la méthode traditionnelle. Parce que ces enfants qui sont
33 enlevés et pris en charge par le gouvernement canadien, ils

1 finissent dans ce cycle, ils sont enlevés à leur gijú, à leurs
2 grands-mères, ils sont placés en famille d'accueil et ils
3 s'égarerent, puis beaucoup d'entre eux se retrouvent dans le système
4 et grandissent pour -- ils -- ils grandissent dans le système des
5 familles d'accueil et ensuite ils sont -- se retrouvent dans le
6 système correctionnel et c'est parce que le système de protection
7 de l'enfance les éloigne des grands-mères qui sont censées
8 s'occuper d'eux et les garder et les guider et s'assurer qu'ils
9 sont en sécurité, aimés et pris en charge, de sorte que les -- et
10 les grands-mères de la communauté doivent avoir leur mot à dire ou
11 le dernier mot sur ce qui arrive à chaque enfant autochtone avec
12 qui le gouvernement canadien a affaire. Donc, essentiellement, le
13 gouvernement canadien vole encore nos enfants et les enlève aux
14 familles autochtones.

15 Il y a une autre chose, c'est notre nation et notre
16 gouvernement traditionnels qui étaient en place lorsque nos
17 traités ont été ratifiés, c'est la Confédération Wabanaki et non
18 les structures et les réserves du gouvernement colonial, les
19 conseils et les chefs de bande qui ont été établis par le
20 gouvernement canadien. Le gouvernement canadien a fait un si bon
21 travail en démolissant notre nation traditionnelle d'origine que
22 nous sommes toujours -- nous avons encore du travail à faire pour
23 la bâtir. C'est là, nous avons une Confédération Wabanaki et
24 l'Alliance des Confédérations Wabanaki existe toujours et donc,
25 lorsque le gouvernement canadien fait -- et ça parle de relations
26 et de négociations de nation à nation et qu'il négocie avec ces
27 chefs et conseils, ces conseils de bande qui sont en fait un autre
28 prolongement du gouvernement canadien, le gouvernement canadien
29 est en train de négocier avec et parmi eux-mêmes.

30 Ce n'est pas de nation à nation. Le gouvernement canadien n'a
31 aucune idée de la façon de bien consulter notre véritable nation.
32 Lorsqu'ils vont et consultent ces chefs élus, c'est de la
33 consultation -- le gouvernement du Canada consulte le gouvernement

1 du Canada et...

2 (MME TAYLOR PAUL) : Est-ce que je peux ajouter moi aussi?

3 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.

4 (MME TAYLOR PAUL) : Parce que --

5 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : OK. Je vais juste donner le téléphone à
6 Bernie parce qu'ils me cherchent.

7 M^{ME} REBECCA MOORE : OK.

8 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Vous pouvez donc parler à Christa,
9 désolée. Je ne veux pas qu'ils me cherchent.

10 M^{ME} BERNIE WILLIAMS : Bonjour?

11 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Non, vous devez l'appeler.

12 M^{ME} BERNIE WILLIAMS : D'accord.

13 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Désolée, vous voulez ajouter?

14 (MME TAYLOR PAUL) : Oh, oui. Parce que je pense qu'une partie de ça,
15 c'est parce que le système qui a été mis en place avec les
16 administrations locales indiennes vient du système de la *Loi sur*
17 *les Indiens*, mais c'est aussi du système des agents des Indiens
18 qui contrôlait les -- vous savez, comment c'était, vous savez,
19 efficace pour nos gens et donc maintenant c'est devenu une sorte
20 de pseudo gouvernement, mais c'est toujours la même chose -- vous
21 savez, ils apprennent les mêmes choses à partir de cette lignée
22 des agents de la *Loi sur les Indiens*.

23 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.

24 (MME TAYLOR PAUL) : Donc c'est -- c'est une question de [inaudible]
25 (violence latérale) et tout ce genre de choses qui, d'un côté, ces
26 gens l'ont assimilé et s'écartent de la nation et disent qu'ils
27 représentent et, de toutes les manières, ces croyances et valeurs
28 fondamentales qui sont essentiellement notre loi qui est en nous.

29 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.

30 (MME TAYLOR PAUL) : Quand ça va à leur encontre, ces lois que nous
31 adoptons, c'est -- ça devient, comme, ce bâton violent contre
32 nous, de la part de nos propres gens qui disent qu'ils nous
33 représentent, mais qui ne le font pas --

- 1 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.
- 2 (MME TAYLOR PAUL) : -- donc nous ne sommes en effet pas représentés.
- 3 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui, tout à fait. Et notre peuple souverain ne
4 considère pas ces élus comme des dirigeants, ils ne le sont pas.
- 5 (MME TAYLOR PAUL) : Oui, nos gens sont des gens [en langue
6 autochtone], c'est comme ça que nous nous appelons et c'est à
7 cause de notre système de croyances et de la spiritualité que nous
8 sommes -- nous devons être de vrais humains, c'est -- c'est notre
9 mode de vie et, vous savez, les choses n'ont pas été écrites parce
10 que nous les avons -- notre façon d'être nous a été enseignée,
11 alors je pense que lorsque nous ne réussissons pas le [inaudible]
12 test, vous savez, ça démontre beaucoup, comme, combien ils peuvent
13 nous représenter et combien ils peuvent représenter les gens.
- 14 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm. Parce que traditionnellement nous suivons
15 les trois enseignements croisés et nous avons -- nous faisons
16 partie de l'alliance sacrée avec le Créateur et c'est notre ligne
17 de conduite. Oui, donc -- le gouvernement canadien opprime
18 activement les peuples autochtones du Canada et notre position au
19 Canada donc -- essentiellement, le gouvernement canadien continue
20 de nous voler aveuglément, il profite de nos terres et de nos
21 ressources tout en nous maintenant sous leur pied et c'est...
- 22 (MME TAYLOR PAUL) : Oui. Parce que nous avons une histoire ici où le
23 gouvernement canadien nous a acceptés de façon obtuse comme
24 pupilles du gouvernement --
- 25 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.
- 26 (MME TAYLOR PAUL) : -- et puis ils ont mis en place, vous savez, oh,
27 vous n'avez pas le droit de faire appel à un avocat jusqu'en 1965
28 --
- 29 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.
- 30 (MME TAYLOR PAUL) : -- ou peu importe ce que c'était.
- 31 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.
- 32 (MME TAYLOR PAUL) :--Alors comment on se sort de tout ça.
- 33 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.

1 (MME TAYLOR PAUL) : Et puis il y a eu -- vous savez, vous êtes arrêté
2 quand vous êtes hors réserve. Vous devez obtenir un laissez-
3 passer. Et, oh, cette passe c'est -- on n'a jamais fait ça. Vous
4 savez, il y a donc toutes ces mesures qui ont été prises et c'est
5 seulement maintenant, vous savez, que nous en sommes arrivés au
6 point où nos traités sont acceptés dans la Constitution depuis
7 1982, je crois. Donc, vous savez, c'est tout d'un coup, au Canada
8 de 1982, comme, oh, nous avons merdé.

9 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.

10 (MME TAYLOR PAUL) : Donc -- donc maintenant, nous en sommes toujours
11 à ce point où -- vous savez, historiquement même, comme, nous
12 n'avons même pas réussi à accepter ce qu'ils ont merdé et c'est --
13 c'est là que nous en revenons à cette relation de traité qui
14 aurait dû avoir lieu, mais qui doit être réévaluée d'une toute --

15 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.

16 (MME TAYLOR PAUL) : -- nouvelle façon.

17 M^{ME} REBECCA MOORE : Parce qu'en vertu d'un traité de paix et d'amitié,
18 la seule chose que nous avons acceptée, la raison pour laquelle
19 notre terre n'est pas cédée, la seule chose que nous avons
20 acceptée, c'est la paix et l'amitié.

21 Nous n'avons jamais cédé notre territoire, nous n'avons
22 jamais cédé nos terres et donc ça signifie -- je vais vous donner
23 un exemple.

24 Comme, notre compétence s'étend au-delà de, comme, celle du
25 maire d'Halifax, mais tout le monde est tellement ignorant de la
26 réalité actuelle de ce pays, parce que c'est grâce à ce traité de
27 paix et d'amitié que les colons ont même pu s'y établir. Voilà
28 donc leur fondement. Et --

29 (MME TAYLOR PAUL) : Oui.

30 M^{ME} REBECCA MOORE : -- c'est aussi leur traité et c'est le vrai
31 fondement pour s'installer ici, et ils ne respectent absolument
32 rien de tout ça. Alors quand --

33 (MME TAYLOR PAUL) : En fait, même --

- 1 M^{ME} REBECCA MOORE : -- et quand le maire dit qu'il a en gros -- que
2 c'est lui et le conseil municipal qui ont le dernier mot sur la
3 question de savoir si la statue de Cornwallis sera retirée ou non,
4 je vais prendre ça comme exemple, non, ça va partir -- elle
5 devrait être retirée, parce que nous disons que nous ne voulons
6 pas de ça sur notre territoire.
- 7 (MME TAYLOR PAUL) : Ou ils pourraient payer une rente.
- 8 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui, ils pourraient payer une rente.
- 9 (MME TAYLOR PAUL) : Et ça a été discuté --
- 10 M^{ME} REBECCA MOORE : Ou nous pourrions parler de titres fonciers --
- 11 (MME TAYLOR PAUL) : -- avant la signature du traité.
- 12 M^{ME} REBECCA MOORE : Et, oui, donc...
- 13 (MME TAYLOR PAUL) : Il existe donc un précédent, comme, juridique qui
14 veut qu'une rente soit payée depuis, avant l'existence même du
15 Canada.
- 16 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.
- 17 (MME TAYLOR PAUL) : Ici sur ce territoire.
- 18 M^{ME} REBECCA MOORE : Donc, si nous affirmons que nos traités sont si
19 puissants, ils sont assez puissants pour faire payer une rente,
20 payer -- leur faire payer une rente parce que --
- 21 (MME TAYLOR PAUL) : Une rente pour -- depuis la création du Canada.
- 22 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.
- 23 (MME TAYLOR PAUL) : Et pas seulement ça, mais aussi nos avantages
24 commerciaux avant que le Canada n'existe --
- 25 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.
- 26 (MME TAYLOR PAUL) : -- c'est -- ce n'est même pas -- ce n'est pas --
27 c'est une obligation de la Couronne, --
- 28 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.
- 29 (MME TAYLOR PAUL) : -- ce n'est même pas inscrit dans les livres du
30 Canada, c'est une obligation de la Couronne qui a été transmise au
31 Canada pour le mettre à l'abri de la faillite, c'était nos trois
32 millions de dollars --
- 33 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.

1 (MME TAYLOR PAUL) : -- c'est ce qui a servi à financer tous les
2 échanges commerciaux du Canada jusqu'à aujourd'hui, alors que nous
3 sommes ici, et depuis que le Canada a vu le jour.

4 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.

5 (MME TAYLOR PAUL) : Nous avons -- nous ne voyons pas de paiements de
6 prestations.

7 M^{ME} REBECCA MOORE : Nous --

8 (MME TAYLOR PAUL) : Nous prêtons cet argent gratuitement.

9 M^{ME} REBECCA MOORE : Nous devrions en avoir assez, nous -- et nous
10 avons un traité assez solide dont nous devrions tirer suffisamment
11 d'avantages -- économiques pour donner à toute notre nation un
12 salaire vital --

13 (MME TAYLOR PAUL) : Oui.

14 M^{ME} REBECCA MOORE : -- pour que nous n'ayons pas à vivre dans la
15 pauvreté. Nos gens ne sont pas où ils devraient être --

16 (MME TAYLOR PAUL) : Comme, je --

17 M^{ME} REBECCA MOORE : -- à cause de l'acte d'oppression du Canada.

18 (MME TAYLOR PAUL) : S'il faisait les comptes, je ne pense pas que le
19 Canada pourrait se permettre de nous rembourser.

20 M^{ME} REBECCA MOORE : Ils ne peuvent pas.

21 (MME TAYLOR PAUL) : Ce qui nous met dans une situation de danger.
22 Comme, ils préfèrent nous tuer plutôt que de nous rembourser.

23 M^{ME} REBECCA MOORE : Et c'est ce que nous --

24 (MME TAYLOR PAUL) : C'est le résultat final.

25 M^{ME} REBECCA MOORE : -- voyons. C'est ce dont nous sommes témoins en ce
26 moment.

27 (MME TAYLOR PAUL) : Donc, lorsque nous revendiquons nos droits, c'est
28 nous qui menaçons ce résultat possible, c'est nous qui pourrions
29 arriver à ce résultat lorsque nous aurons 60 ou 45 ans ou peu
30 importe. Donc, nous sommes ciblés.

31 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.

32 (MME TAYLOR PAUL) : Par la police, par le gouvernement, par l'ARC.
33 Comme, il y a des gens qui parlent à d'autres personnes du

1 gouvernement et qui cherchent comment ils peuvent vous attaquer.

2 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Mm-hmm.

3 **(MME TAYLOR PAUL)** : Je n'ai pas reçu le crédit d'impôt pour enfants
4 pendant 18 mois. J'ai quatre enfants et on n'a jamais eu de
5 problème de garde. Sans aucune raison.

6 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Mm-hmm.

7 **(MME TAYLOR PAUL)** : Ils ne sont pas obligés. Je travaille à temps
8 plein, je dois juste travailler plus fort que tout le reste des
9 gens au Canada.

10 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** :--Vous vous sentez donc affectée par ça.

11 **(MME TAYLOR PAUL)** : Oui, oui.

12 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Il y en a beaucoup d'autres au Canada.

13 **(MME TAYLOR PAUL)** : Et puis vous avez, vous savez, les services de
14 protection de l'enfance toujours au-dessus de votre tête aussi,
15 alors je vis comme ça.

16 Vous savez, je vis avec le -- de savoir que ma vaisselle doit
17 toujours être faite, que je dois toujours entretenir ma maison
18 dans l'éventualité où les services de protection de l'enfance
19 débarquent.

20 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Mm-hmm.

21 **(MME TAYLOR PAUL)** : Vous savez, c'est comme ça que je vis. Mais les -
22 - vous savez, ces normes ne sont pas imposées à d'autres personnes
23 et quand nous nous mettons, vous savez, sous les feux des
24 projecteurs, où nous sommes, comme -- comme, en train de parler de
25 ces -- parler de ces injustices parce que ça ne s'arrêtera pas si
26 nous ne le faisons pas, vous savez, c'est -- nous en sommes venus
27 à être en première ligne pour être attaqués --

28 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Mm-hmm.

29 **(MME TAYLOR PAUL)** : -- quand -- en fin de compte, vous savez, c'est
30 parfois le gouvernement dans les coulisses, certaines personnes,
31 qui savent qui elles sont, pas moi, mais, vous savez, il s'agit
32 alors de promouvoir ce genre de nationalisme public contre les
33 Autochtones, et ça affecte nos femmes, ça tue nos femmes.

1 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui. Et nous sommes la première génération qui est
2 en fait assez libre et éduquée pour s'élever et s'affirmer.

3 (MME TAYLOR PAUL) : Oui.

4 M^{ME} REBECCA MOORE : Et c'est ce que nous faisons présentement.

5 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Mais ils vous attaqueront avec les
6 allocations familiales ou --

7 (MME TAYLOR PAUL) : Oui.

8 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : -- beaucoup d'entre nous -- croyez-vous
9 -- je vais vous laisser finir avant.

10 M^{ME} REBECCA MOORE : Non, moi ça va.

11 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE :

12 D'accord. Croyez-vous -- j'ai tellement de choses à dire. Je
13 -- j'aimerais en savoir plus sur la menace parce que c'est une
14 nouvelle génération. Mais -- et [inaudible] (à l'époque elles) ont
15 été menacées aussi et d'autres femmes comme elle à travers le
16 Canada et aujourd'hui en 2007 [sic] quel genre de menace est-ce
17 là.

18 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : 2017

19 M^{ME} REBECCA MOORE : J'y pense en ce moment même, alors que j'en parle,
20 assise sur cette chaise. Parce que nous parlons de -- nous parlons
21 du gouvernement canadien et nous parlons -- nous parlons des
22 finances, nous parlons, vous savez, ils nous doivent beaucoup et
23 ils préfèrent nous tuer plutôt que de nous rembourser et donc --
24 et c'est la réalité et donc quand des femmes comme nous parlent,
25 ça nous met en danger.

26 (MME TAYLOR PAUL) : Oui.

27 M^{ME} REBECCA MOORE : Si quelqu'un va nous tuer, ce sera probablement le
28 gouvernement.

29 INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ : J'ai des cicatrices au poignet faites
30 par la police, comme, ou -- juste me menotter, me brutaliser,
31 m'arrêter pour avoir utilisé de la craie de trottoir pour lancer
32 un message.

33 M^{ME} REBECCA MOORE : Si quelqu'un va nous tuer, ce sera probablement

1 soit le --

2 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : Donc, c'est la police aussi.

3 **M^{ME} REBECCA MOORE** : -- le gouvernement -- le gouvernement ou -- ou
4 l'une de ces compagnies d'extraction essayant de faire de
5 l'argent, parce que nous faisons valoir notre traité en essayant
6 de protéger nos terres contre ça. Donc, parce que je suis une --
7 femme autochtone sobre, je ne participe plus à des activités à
8 risque élevé à ce stade de ma vie et si quelque chose m'arrive,
9 c'est à cause de mon activisme et parce que je fais valoir mes
10 droits issus de traités et que je représente une menace pour le
11 gouvernement canadien et pour l'économie.

12 **(MME TAYLOR PAUL)** : J'ai remarqué que c'est, comme, cette ardeur qui
13 est la menace. C'est comme, si -- si vous voulez être un ivrogne
14 ou si vous voulez prendre des pilules, vous êtes hors de leur
15 radar, vous savez, mais c'est -- c'est d'être capable de parler
16 pour vous-même, même parce que les choses se passent quand vous ne
17 parlez pas pour vous-même, c'est -- c'est -- vous savez, ils nous
18 tuent encore et, vous savez, nous ne -- nous sommes gardées dans
19 un état de pauvreté qui a effectivement un impact sur les choses.
20 On dit que l'argent n'achète pas le bonheur, mais on nous donne si
21 peu --

22 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Elle peut vous apporter la sécurité.

23 **(MME TAYLOR PAUL)** : -- que c'est une dépression à temps plein pour
24 certaines personnes, pendant toute leur putain de vie.

25 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oui.

26 **(MME TAYLOR PAUL)** : Alors qu'on est censés recevoir des prestations.
27 Il n'y a pas de relation de fiduciaire comme celle qu'entretient
28 la Couronne avec nos gens qui n'ont pas droit à une forme
29 quelconque de paiement de prestations. Vous n'avez pas de
30 bénéficiaires fiduciaires qui peuvent -- qui font une demande
31 d'aide sociale et qui peuvent obtenir de l'aide sociale.

32 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Mm-hmm.

33 **(MME TAYLOR PAUL)** : Comme, ça n'arrive juste pas.

1 Alors, qu'est-ce que la Couronne fait ici?

2 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Nous sommes essentiellement des héritiers.

3 **(MME TAYLOR PAUL)** : Oui.

4 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : C'est quoi, des héritiers?

5 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Un héritier.

6 **(MME TAYLOR PAUL)** : Comme, un bénéficiaire. Comme, un -- comme, nos

7 traités sont [~~inaudible~~] (non réglés), cette terre n'est pas

8 cédée, rien n'est sacrifié, la rente a été discutée et il y a donc

9 un précédent que nous avons compris, que la terre coûte de

10 l'argent et que ces gens voulaient utiliser la terre, et donc

11 qu'il y a un prix associé à l'utilisation de la terre.

12 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : Et ça serait

13 transmis aux héritiers pour --

14 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Merci.

15 **(MME TAYLOR PAUL)** : Donc, peu importe ce dont on n'avait pas parlé à

16 ce moment-là, ce qui devait être déterminé à ce moment-là, mais

17 nous avons eu une proclamation de scalpage après la -- la

18 signature du traité de paix et d'amitié, il y en a eu une, alors,

19 vous savez, comment discuter de la rente, alors que vous fuyez les

20 gens qui ramassent vos scalps pour 500 dollars le morceau?

21 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Y a-t-il une communauté des Premières

22 Nations ou vos gens devant le tribunal qui conteste le Canada avec

23 -- à ce sujet au Mi'kma'ki?

24 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Pas présentement, mais il y en a eu. Comme, --

25 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

26 **M^{ME} REBECCA MOORE** : -- l'un de nos mentors, Kevin Christmas, a

27 poursuivi le Canada devant les tribunaux pour -- il a eu une

28 affaire avec le Conseil privé au sujet des communautés de pêcheurs

29 autochtones, parce qu'elles étaient sur le point de mourir,

30 qu'elles étaient presque disparues, nos industries traditionnelles

31 et -- comme, de pêche, et Kevin Christmas était très actif pour

32 ramener nos industries de pêche à la vie et ces communautés sont

33 toujours en plein essor grâce au travail qu'il a fait au niveau

1 international.

2 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

3 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Donc -- et c'est un de nos -- c'est un de nos plus
4 grands mentors.

5 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Mm-hmm.

6 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oui.

7 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Ce que je pourrais vous proposer, c'est
8 que beaucoup d'entre nous au sein de cette enquête sont
9 d'anciennes militantes ou, vous savez, des gens qui ont travaillé
10 ou -- vous savez, pour -- la terre ou, vous savez, pour protéger
11 la terre ou protéger les droits des femmes et ainsi de suite donc,
12 nous avons une belle diversité de gens --

13 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Mm-hmm.

14 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : -- à travers le Canada --

15 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Mm-hmm.

16 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : -- plus nos grands-mères et tout, qui
17 sont là avec nous et pour nous. Que verriez-vous dans le rapport?
18 J'ai une vision, mais je veux l'entendre de vous. Que nous ayons
19 un espace, un bel espace pour -- avant d'aller plus loin dans le
20 rapport, comment voyez-vous -- j'aimerais pouvoir parler anglais,
21 je suis épuisée. Un traité et tout ce que vous -- vous avez dit,
22 comment le voyez-vous dans le rapport ou -- et où?

23 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Eh bien, j'aurais probablement -- je crois que je
24 l'ai déjà dit. J'ai dit que l'acte d'oppression du gouvernement
25 canadien et son mépris total pour nos droits issus de traités, nos
26 droits issus de traités internationaux, nous placent dans ces
27 situations, dans une situation de pauvreté et sous le reste de --
28 le reste de la société canadienne, et non là où nous devrions
29 légitimement être.

30 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Et donc ça doit revenir à la source --
31 très -- au fondement.

32 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oui.

33 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : -- très bientôt.

1 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.

2 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Et seriez-vous à l'aise qu'avec ça, je
3 m'assure que l'équipe de recherche voit la transcription et la
4 vidéo --

5 M^{ME} REBECCA MOORE : Mm-hmm.

6 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : -- et ça pourrait nous aider à bâtir ce
7 chapitre dans ce rapport pour nous assurer d'avoir des nouvelles
8 de vous, mais aussi des femmes de l'Est, de l'Ouest, du Nord, des
9 Prairies -- des Prairies, qu'elles ont la même vision, la même --
10 que vous --

11 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS) : Je pense que~~
12 ~~c'est, comme, un dialogue en soi --~~

13 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Quoi --

14 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS) : -- de réunir un~~
15 ~~groupe de femmes --~~

16 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Mm-hmm.

17 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS) : -- vous savez,~~
18 ~~de tous ces endroits et de --~~

19 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Oui.

20 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS) : -- parce que ça~~
21 ~~coïncide vraiment quand vous parlez de la façon dont les Femmes~~
22 ~~assassinées et disparues sont liées à la terre. Le scénario serait~~
23 ~~que vous avez cinq cents femmes autochtones de cette réserve,~~
24 ~~alors quand vous commencez à tuer ces 500 femmes, nous savons que~~
25 ~~chaque femme donnera naissance à trois à cinq enfants au cours de~~
26 ~~sa vie, donc vous multipliez ça.~~

27 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : D'accord.

28 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS) : Donc vous~~
29 ~~multipliez vos 500 femmes par cinq enfants, calculez, c'est ce qui~~
30 ~~sera éliminé.~~

31 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Mm-hmm.

32 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS) : -- pour~~
33 ~~reconstruire cette nation, ils ne veulent pas ça. Je pense donc~~

1 qu'il faut que ce soit, comme, un vrai -- ce serait, comme, un
2 dialogue en soi, parce que lorsque nous parlons d'aller à la
3 racine du problème, c'est là qu'il faut commencer.

4 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Parfait.

5 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : Et vous
6 construisez à partir de là.

7 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

8 (MME TAYLOR PAUL) : Mais il y a aussi le lien direct entre ce que
9 nous appelons aujourd'hui l'industrie extractive, qui correspond
10 très bien au terme écocide.

11 Nous avons le génocide. Le Canada est fondé sur un génocide.

12 Le Canada est fondé sur un écocide.

13 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Qu'est-ce que l'écocide?

14 (MME TAYLOR PAUL) : Écocide -- c'est l'assassinat de la terre, de --
15 de l'environnement.

16 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

17 (MME TAYLOR PAUL) : Donc les deux -- les deux -- les deux sont des
18 actes de destruction. C'est sur ces actes de destruction que
19 repose l'économie canadienne. Pour avoir un accès complet et sans
20 restriction à ce qu'ils appellent les ressources, qui sont en fait
21 nos dons de nos terres et dont nous sommes responsables parce que
22 nous venons de la terre, ils nous enlèvent du chemin. Au départ,
23 ils ont signé ces ententes, ces documents, ces traités, ces
24 doctrines et, pour ne pas être tenus légalement responsables
25 financièrement des ententes qui ont été conclues de bonne foi pour
26 les premiers Innus, s'ils éliminent les descendants des personnes
27 qui les ont signés et les gens de la terre, ils ont maintenant
28 pleinement accès. L'économie canadienne, à ses débuts et
29 aujourd'hui, est donc fondée principalement sur le meurtre, et non
30 sur la mort, le meurtre de nos femmes. Ça se passe, pendant qu'on
31 est assises ici.

32 M^{ME} REBECCA MOORE : Oui.

33 (MME TAYLOR PAUL) : Nous examinons le lien entre Justin Trudeau qui

1 dit qu'il appuie cette enquête, puis qu'il approuve les pipelines,
2 les barrages, les piscicultures, les exploitations piscicoles,
3 l'exploitation forestière, l'exploitation minière, l'exploitation
4 [inaudible] (minière) pour ce qui vient avec [inaudible], et les
5 conseils de bande viennent avec, c'est l'infrastructure qui
6 nécessite le -- qui nécessite l'économie clandestine dont les
7 femmes sont le produit numéro un.

8 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : Oui.

9 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

10 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Alors avec ça, et avec cette mention de leurs
11 descendants, qui nous sommes Taylor et moi, nous sommes les
12 descendants directs de Jean-Baptist Cope qui a signé le traité, le
13 chef Jean-Baptist Cope qui a signé le traité de 1752, le traité de
14 paix et d'amitié.

15 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord. C'est ce que vous disiez --

16 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oui. Nous sommes donc ici et nous sommes ici pour
17 affirmer le traité et c'est ce que nous allons faire et -- mais
18 c'est également ce qui nous met en grand danger.

19 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Puis-je vous proposer ceci : Qu'il y a
20 des femmes belles, fortes et étonnantes partout au Canada et je
21 sais que certaines d'entre nous discutent de ce que nous voulons
22 mettre en place -- pour aider le rapport parce que c'est -- nous
23 avons une date de début et de fin pour ce mandat, donc nous
24 voulons nous assurer que nous mettons le plus d'information
25 possible avec des faits solides -- vous savez, ou si ce n'est pas
26 un document, c'est une voix qui me sert de fait, d'accord, c'est
27 ma façon de penser. Et nous voulons créer un -- un -- un espace
28 où nous pouvons amener des femmes à travers le Canada qui, comme
29 vous, défendent, poussent, parce que nous n'entendons pas assez et
30 nous pourrions y arriver...

31 Voulez-vous dire quelque chose?

32 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : Est-ce que je
33 peux vous suggérer quelque -- je viens d'avoir une bulle au

1 cerveau, d'accord.

2 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

3 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : Vous savez où
4 ils ont -- comment vous appelez ça? Audience d'experts?

5 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : C'est ça. C'est ça.

6 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : C'est là que
7 c'est, une audience d'expert.

8 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Oui, pour moi un expert, c'est
9 quelqu'un qui est passionné.

10 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : Oui.

11 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Un membre de la famille, une -- une
12 combattante.

13 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : Oui.

14 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Ce n'est pas nécessaire d'avoir
15 13 diplômes pour être un expert --

16 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : Oui.

17 **M^{ME} REBECCA MOORE** : -- et -- ou sur une question spécifique, et celle-
18 là il y a un an, j'ai entendu Disparues et Assassinées, et c'était
19 -- et c'était vous à Vancouver [inaudible] --

20 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : Oui.

21 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : -- donc c'est -- nous devons l'inclure
22 officiellement.

23 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : Oui. Et je
24 crois que c'est ça votre point de départ --

25 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Oui.

26 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : -- de tout ce
27 qu'il y a là-dedans, parce que lorsqu'elles connaissent
28 l'histoire, exactement ce que vous dites, vous savez, ce sont les
29 lois internationales des Indiens et ça aussi.

30 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : Oui.

31 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME BERNIE WILLIAMS) : On ne peut pas
32 en dire trop parce qu'on, vous savez, fait partie du changement,
33 mais je -- je -- j'aimerais vraiment enlever ce chapeau pour faire

1 partie de, vous savez, cette audience d'experts, parce que c'est
2 ce que nous faisons depuis plus de --

3 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

4 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : -- 50 ans, 40,
5 50 ans.

6 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : D'accord.

7 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : Je dois
8 vraiment -- désolée, mais elle doit donner le mot de la fin et ils
9 vous attendent.

10 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oh, d'accord.

11 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Est-ce que c'est OK?

12 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME REBECCA MOORE)**~~ : Oh, oui.

13 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Mais ce n'est pas terminé.

14 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : Ce n'est pas
15 terminé.

16 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Ce n'est pas terminé.

17 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Ce n'est pas terminé. C'est comme ça
18 que je le vois. Si ce n'est pas moi, c'est --

19 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : Mais cette
20 audience d'expert --

21 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : -- Bernie, si ce n'est pas Bernie,
22 c'est l'équipe de recherche.

23 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : Oui.

24 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oui.

25 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Et nous sommes maintenant reliées aux
26 deux.

27 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : Oui, nous sommes toutes reliées.

28 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : Oui. Donc, on
29 va mettre ça en réseau ensemble et il y a d'autres --

30 **M^{ME} REBECCA MOORE** : D'accord.

31 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE (MME BERNIE WILLIAMS)**~~ : -- puissances.

32 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oui. Parce que ma motivation personnelle pour le
33 reste de ma vie et -- c'est de ramener ma nation là où elle

1 devrait être au niveau international, et de ne plus être sous la
2 tutelle du gouvernement fédéral du Canada --

3 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : Mm-hmm.

4 **M^{ME} REBECCA MOORE** : -- et nous ne devrions pas. Ce n'est pas notre
5 place.

6 **(MME TAYLOR PAUL)** : Juste avant de conclure, nous sommes censés -- je
7 sais qu'Elizabeth Marshall a fait des commentaires et juste le --
8 je voulais simplement réitérer la question systémique -- des
9 enfants qui passent des services de protection de l'enfance au
10 système judiciaire et ensuite, vous savez, le cycle de violence
11 qui continue de se perpétuer et à quel point, vous savez, ça joue
12 un rôle dans la destruction de -- de nos communautés, mais ici,
13 sur les terres ~~Mi-gma-gi~~ (Mi'kmaq), je ne comprends pas comment le
14 Canada a le droit d'obtenir justice pour les ~~Mi-gma-gi~~ (Mi'kmaqs).

15 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Je pense comme vous. Je -- oui.

16 **(MME TAYLOR PAUL)** : Je ne pense pas qu'il y ait un seul document
17 existant qui ait donné l'autorité légale au Canada d'obtenir
18 justice sur notre peuple.

19 ~~**INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE**~~ **(MME BERNIE WILLIAMS)** : C'est pourquoi
20 vous devez utiliser, comme, les droits de la personne, le droit
21 international en matière de droits de la personne, .

22 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : Et d'établir les liens --

23 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Merci.

24 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : -- des gens --

25 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Merci.

26 **M^{ME} SHELBY THOMAS** : D'accord. Juste un moment, avant --

27 **COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE** : Attendez.

28 **M^{ME} SHELBY THOMAS** : -- qu'on ferme l'enregistrement, je veux juste que
29 tout le monde confirme que chacune des déclarations qu'elles ont
30 faites est volontaire --

31 **INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ** : Oui.

32 **M^{ME} SHELBY THOMAS** : -- aujourd'hui.

33 **M^{ME} REBECCA MOORE** : Oui.

- 1 INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ : Oui.
- 2 INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ : Volontaire.
- 3 INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ : Et avant que nous --
- 4 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Merci.
- 5 ~~INTERLOCUTRICE NON IDENTIFIÉE~~ (MME AUDREY SIEGL) : -- fermions
- 6 l'enregistrement, j'aimerais dire [langue Musqueam parlée] à
- 7 chacune d'entre vous d'être ici, de partager votre vérité, de vous
- 8 tenir debout et d'honorer toutes les femmes qui sont venues avant
- 9 vous et toutes celles qui viendront après vous, parce que c'est
- 10 ainsi que nous allons changer les choses.
- 11 INTERLOCUTEUR NON IDENTIFIÉ : Merci.
- 12 COMMISSAIRE MICHÈLE AUDETTE : Merci.
- 13 M^{ME} SHELBY THOMAS : Et c'est ce qui conclut la déclaration de Rebecca
- 14 Moore et...
- 15 (MME TAYLOR PAUL) : Taylor Paul.
- 16 M^{ME} SHELBY THOMAS : ... Taylor Paul, et il est 18 h à Membertou, en
- 17 Nouvelle-Écosse.
- 18 (LA SÉANCE EST SUSPENDUE À 18 h.)
- 19

1 Je soussignée, Jennifer Close, sténographe officielle de la
2 province de la Colombie-Britannique, Canada, certifie par la
3 présente :

4
5 Qu'il s'agit d'une transcription fidèle et exacte de la
6 procédure qui a été enregistrée sur un appareil d'enregistrement
7 du son, retranscrite au mieux de mes compétences et de mes
8 capacités conformément aux normes en vigueur.

9
10 EN FOI DE QUOI, j'ai signé en ce jour du , 2018.

11
12
13
14
15
16

Jennifer Close, sténographe officielle

*Cette attestation renvoie à la transcription originale en anglais.